

# LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 15 DECEMBRE 2017

## SOMMAIRE

- 1) Un wagon de plus
- 2) Ils votent...
- 3) Une scène traumatisante
- 4) La jeunesse réveillez-vous
- 5) Face de bouc le n'importe quoi mais aussi ?!
- 6) "tailler une pipe"
- 7) L'indécence de LREM
- 8) La droite aux quatre vents...



Diez Gérard La Presse en Revue

**I) SNCF : plus de 2 000 suppressions d'emplois encore prévues en 2018**



"On a besoin d'effectifs pour informer les voyageurs et faire face aux situations perturbées", estime l'Unsa THOMAS SAMSON AFP

## Le projet de budget annuel prévoit de nombreuses suppressions de postes. Pour les syndicats, la situation est inquiétante

La SNCF prévoit encore de supprimer des emplois en 2018, environ 2 000 selon le projet de budget annuel présenté mercredi au comité central du groupe public ferroviaire, indique des syndicats, qui ont tous rendu un avis négatif.

Au total, 2 081 suppressions d'emplois sont prévues, dont 2 046 pour la branche SNCF Mobilités (-2,5% des effectifs) et 35 dans la holding de tête du groupe (-0,4%), les effectifs de la branche SNCF Réseau devant rester stables.

L'an dernier, le budget 2017 prévoyait déjà environ 2 000 suppressions de postes dans la branche Mobilités.

L'entreprise publique compte actuellement quelque 148 000 salariés (hors filiales), répartis entre SNCF Mobilités (trains et gares), SNCF Réseau (construction et entretien des voies) et la holding de tête, qui pilote l'ensemble.

"Encore une fois, on a des plans de performance qui fonctionnent avec des économies passant par des suppressions d'emplois", a dénoncé l'Unsa.

### "Plus qu'inquiétant"

La nette baisse des emplois au sein de SNCF Mobilités est "plus qu'inquiétante" car "on a besoin d'effectifs pour informer les voyageurs et faire face aux situations perturbées", d'autant que le chiffre d'affaires de cette branche est prévu "en hausse de 3,4%" en 2018, a expliqué Roger Dillenseger de l'Unsa.

En comité central, "les quatre syndicats ont voté contre ce budget d'austérité, grosso modo le même que celui de l'an dernier, encore amplifié côté Mobilités", a indiqué Eric Meyer de SUD Rail. **L'avis des syndicats est consultatif.**

Côté Réseau, "le taux de subventions de l'État par rapport au taux des investissements est ridiculement bas. Aujourd'hui, toute la maintenance du réseau se fait à crédit, ce qui pose réellement problème", a-t-il ajouté.

La CFDT a critiqué "des suppressions de postes au titre de la performance, de la productivité et du recours à la sous-traitance" au moment où il y a "lieu de s'interroger après les incidents" récents.

Après deux pannes majeures fin juillet et début décembre à la gare de Paris-Montparnasse, la SNCF a promis la semaine dernière "une profonde réorganisation" dans la gestion de la rénovation de ses infrastructures.

## II) A l'Assemblée, avec qui votent les députés de droite ?

Par Savinien de Rivet

### «Libération» a calculé un «score de proximité» pour voir comment les élus LR, Agir et UDI votent lors des différents scrutin par rapport à la majorité.

Pas simple de suivre les évolutions de la droite à l'Assemblée. Le 18 juin, à l'issue des législatives, on comptait 112 députés Les Républicains et 18 UDI (Union des démocrates et indépendants). Très vite, les 13 LR décidés à soutenir le gouvernement forment avec ceux de l'UDI le groupe dit des «constructifs», dans le but de «prôner une attitude constructive vis-à-vis des réformes [...] proposées par le gouvernement».

Au fil du temps, il s'est avéré qu'au sein du groupe, et particulièrement parmi les transfuges de LR, certains votent quasiment à l'identique de la majorité gouvernementale, tandis que d'autres, notamment des UDI, sont plutôt neutres. Résultat, des dissensions ont vu le jour, et des rumeurs d'implosion du groupe ont circulé. Pour l'instant, un seul départ officiel : celui de Thierry Solère vers le groupe LREM. Ses ex-camarades de LR ont quant à eux lancé leur propre mouvement, «Agir», au sein du groupe renommé «UDI, Agir et indépendants».

Et les autres députés LR «canal historique» ? Plus critiques vis-à-vis du gouvernement, ils ne sont pas pour autant systématiquement opposés à Macron.

### Score de proximité avec LREM

Pour essayer d'y voir plus clair, nous avons essayé de représenter graphiquement la proximité vis-à-vis de LREM des députés UDI et LR à travers leurs votes. Pour cela, nous avons calculé pour chaque député (LR, Agir et UDI) un «score de proximité» avec LREM.

Dans ce but, nous avons passé au crible les 16 scrutins les plus importants depuis six mois, de la confiance au gouvernement à la loi travail, en passant par les lois sur la sécurité et la loi de finance. Nous avons calculé un indicateur constitué ainsi : +1 point par scrutin lorsque le député s'aligne avec la majorité LREM lors du vote, -1 point lorsqu'il vote contre la majorité présidentielle et 0 point lorsqu'il s'abstient volontairement ou ne vote pas. Ainsi, un député ayant voté tous les textes avec la majorité est crédité de 16 points, un opposant systématique de -16.

### Les anciens LR, plus macronistes que les centristes de l'UDI

Parmi les transfuges LR (désormais Agir), les nuances vont de parfaitement aligné (Thierry Solère, Pierre-Yves Bournazel, ou l'actuel patron du courant Franck Riester) à assez favorable.

En revanche, pour les députés UDI, le spectre est plus large, de très aligné à neutre (parmi

lesquels Guy Bricout et le patron du parti, Jean-Christophe Lagarde).

Par exemple, sur le projet de loi ratifiant la loi travail, tous les députés du groupe ont voté favorablement, sauf Michel Zumkeller qui s'est abstenu volontairement. Mais sur la loi de finances, un tiers a voté favorablement, les deux tiers restant s'abstenant (aucun n'a voté contre). Quant à la loi sur la sécurité intérieure, tous ont voté favorablement, sauf Meyer Habib, qui a voté contre.

### Les Républicains oscillent entre opposition systématique et neutralité

Parmi ceux du groupe Les Républicains, les nuances vont de neutre (Arnaud Viala a le plus haut score avec +2) à très anti (Olivier Marleix, par exemple, -10).

Sur le scrutin ratifiant la loi travail, plus des 4/5e ont voté pour, les autres s'étant abstenus. En revanche, sur la loi de finances, les membres de LR ont voté contre, sauf deux (un vote pour et une abstention). Concernant la loi sur la sécurité intérieure, plus des 4/5e ont voté contre.

Savinien de Rivet



## III) Pompiers attaqués en Haute-Savoie : «C'était une scène de guerre»

De notre correspondant à Annecy, Serge Pueyol



Annecy (Haute-Savoie), mercredi. La 1re classe Coralie Magniez, le sergent David Rouet et le sergent Eric Pilato (de g. à d.) au procès de leurs agresseurs.LP/SERGE PUEYO

### Dans un récit empreint de gravité et d'émotion, les trois pompiers victimes d'un guet-apens en 2015 près d'Annecy ont raconté à la cour d'assises de Haute-Savoie comment ils ont cru mourir cette nuit-là.

Ils sont venus en tenue évoquer devant la cour d'assises de Haute-Savoie à Annecy leur nuit de cauchemar.

Ces trois pompiers volontaires de Faverges (Haute-Savoie), deux hommes et une femme, n'oublieront jamais ce guet-apens dont ils ont été victimes le 24 juin 2015.

A la barre, le sergent Eric Pilato, 46 ans, évoque « une scène de guerre ». Il est 3 h 20 du matin. Le trio vient de prendre en charge un jeune homme blessé de plusieurs coups de couteau. Une Clio les suit. A l'intérieur, trois hommes qui veulent « finir » le blessé qu'ils ont commencé à agresser plus tôt. A Duingt, en tentant de rattraper l'ambulance, le véhicule heurte un terre-plein. « J'ai fait arrêter l'ambulance et je me suis dirigé vers la voiture. J'ai vu qu'il y avait trois hommes cagoulés à l'intérieur. Le conducteur est sorti avec une arme de poing. J'ai compris que ça allait mal se passer. J'étais à deux mètres de lui à peine. Il m'a visé et a tiré. J'ai senti un souffle au niveau de ma tête. Quelque chose est passé dans mes cheveux. Je suis sûr que c'est une balle qui m'a frôlé », raconte le sergent Eric Pilato, qui a le sentiment d'être un miraculé.

### «J'ai cru mourir»

Le sergent David Rouet, 34 ans, s'est lui aussi retrouvé face au tireur : « Il m'a mis en joue. J'ai levé les mains. Et j'ai reculé en lui disant : Fais pas le con. J'ai vraiment craint pour ma vie. De secouriste, on passe à celui qui se fait agresser. J'ai pensé à ma femme, mes enfants. » A l'arrière de l'ambulance, la 1re classe Coralie Magniez, 32 ans, qui se trouve aux côtés du blessé, est sous le choc : « J'étais terrorisée, tétanisée. J'ai entendu un second coup de feu. Je suis alors sortie du véhicule et, avec mes collègues, on est allés se cacher dans le jardin d'une maison. »

Le tireur au pistolet veut tuer le blessé dans l'ambulance. Mais l'arme s'enraye. Le véhicule des pompiers est alors incendié avec un bidon d'essence. Un chauffeur routier arrive à extirper des flammes le blessé. Les pompiers pensent que le cauchemar est terminé et sortent de leur cachette. « J'ai alors vu la Clio revenir à vive allure pour nous écraser », se rappelle David Rouet. « Eric, qui était en train d'appeler les secours, tournait le dos au véhicule. Je lui ai crié de se pousser. Il a plongé sur le bas-côté. »

Une experte psychologue est venue témoigner du traumatisme des trois pompiers, évoquant « un état de stress aigu ». Mais aucun n'a voulu jeter l'éponge. « Je suis toujours pompier, même si cela n'est pas facile tous les jours, témoigne Coralie. Cette agression a eu un gros impact sur ma vie car j'ai cru mourir. J'ai été suivie par un psychologue. Maintenant, lorsque je pars en intervention, je me pose beaucoup de questions. Etre pompier bénévole, c'est une passion. On est là pour aider, pas pour se faire tirer dessus. » Poursuivis pour « tentative de meurtre », les trois accusés sont restés impassibles devant la détresse des trois pompiers qu'ils ont agressés. Le verdict est attendu vendredi.

**Le Parisien**

LAPRESSEENREVUE.EU

## IV) Benoît Hamon tacle Finkielkraut et Valls et appelle la jeunesse à être «une génération politique décisive»



Benoît Hamon en conférence à la Sorbonne, mercredi 13 décembre. photo aq



Par Amélie Quentel

**Le leader du nouveau mouvement Génération-s était en conférence à la Sorbonne. Devant un amphi bondé l'ex-candidat du PS à l'élection présidentielle a, comme d'habitude, parlé burn-out, transition écologique et nécessité de repenser la place du travail dans la société. Il a également appelé à un dialogue entre les forces de gauche à l'échelle européenne - France insoumise incluse - en vue du scrutin continental, en juin 2019, mais aussi la jeunesse à se mobiliser dans le mouvement social et à combattre les propos de certains acteurs du débat public.**

Il voulait faire battre le cœur de la France, à défaut, il a – globalement – fait palpiter celui de la Sorbonne. Mercredi 13 décembre, Benoît Hamon était en conférence dans la salle Richelieu de la célèbre université parisienne sur le thème « Quel contrat social pour demain ? » Devant l'amphithéâtre assailli par les étudiants – 900 personnes étaient inscrites pour une capacité d'accueil de 600 places –, arrivés pour la plupart en avance et donc trempés par la pluie, l'ancien candidat à l'élection présidentielle a déroulé comme d'habitude les enjeux qui fondent sa réflexion politique et a fortiori son nouveau mouvement, Génération-s.

L'événement était d'ailleurs organisé par Génération-s université-s Paris et par le think tank étudiant le Ceryx. Génération-s – dont l'ancêtre est le Mouvement du 1er juillet, aka le M1717, nom pour lequel il assure s'être fait «chambrier» – a été lancé au Mans le 2 décembre, en présence de représentants des différents courants de la gauche. Depuis, il revendique 42 000 adhérents et, comme l'a rappelé Benoît Hamon, il compte jouer un rôle dans les prochaines élections européennes, en juin 2019. Sous quelle forme ? Il ne le sait pas encore, même si l'idée de listes transnationales fait son chemin.

En tout cas, l'ex-vainqueur de la primaire de la Belle Alliance populaire appelle de ses vœux au dialogue entre les forces de gauche à l'échelle européenne, notamment en vue des élections continentales de juin 2019. «Nous allons défendre une stratégie avec des alliés européens», a notamment dit celui qui avait annoncé, à la fondation de son mouvement, travailler avec l'ex-ministre grec des finances Yanis Varoufakis sur

des listes européennes communes. En tout cas, pour lui, c'est un fait : «La social-démocratie européenne est en fin de cycle.» Il assure également que le temps de la discussion avec «Jean-Luc» [Mélenchon, ndlr] à ce propos arrivera bien assez tôt.

"Ne pas laisser ces obsessions et ces générations" gagner

L'ex-ministre de l'Education nationale, très à l'aise et très blagueur – il déclenche quelques franches rigolades, mention spéciale pour son imitation de lui faisant les courses avec un caddie-chaise, on ne désespère pas de le croiser ainsi un jour – déclame pendant une petite heure sa vision du contrat social, avant de répondre aux questions des étudiants. Transition écologique nécessaire (et dette écologique bien plus problématique que dette financière), nécessité de repenser notre rapport au travail – «le travail, ce n'est pas que l'emploi» – de façon que «les protections sociales et les retraites ne soient pas financés que par le travail, mais aussi par les innovations technologiques», redonner aux individus les moyens d'être plus autonomes (ce qui serait selon lui rendu possible par le revenu universel d'existence), nécessité d'abandonner le culte de la croissance économique... «Voilà le contrat social que je propose.»

Et, pour le mettre en place, Hamon appelle la jeunesse à être «une génération politique décisive». Il cite Françoise Sagan, «La jeunesse est la seule génération raisonnable», elle qui a «pourtant pris beaucoup de substances que je voulais légaliser pendant l'élection présidentielle», haha dans le public. Pour lui, la plupart des jeunes d'aujourd'hui seraient idéologiquement en adéquation avec les valeurs portées par son mouvement – rapport moins religieux au travail, appétence pour les coopératives, sensibilité écologique etc. – et seraient en mesure de porter ce combat politique. «Le vrai mouvement social est à venir : il sera dans le rejet d'une société de plus en plus inégalitaire. Dans les mois qui viennent, les conséquences des Loi El-Khomri et des ordonnances Pénicaud seront tangibles», prophétise-t-il.

Et s'il tacle allégrement le président Macron, par exemple sur la suppression de milliers de contrats aidés, il a également des mots durs contre Manuel Valls ou encore Alain Finkielkraut – «Son histoire de non-souchiens... Il est parti là !» – et enjoint la jeunesse à «ne pas laisser ces obsessions et cette génération» gagner. «Il ne faut pas refuser de voir la réalité», certes, mais cesser d'instrumentaliser la loi de 1905 et la laïcité en une sorte de «religion civile». Il est acclamé. Sera-ce le cas lors de son tour prochain des universités françaises, une façon de «structurer [son] mouvement», avec la jeunesse comme l'un de ses «points d'appui» ? A la sortie de la conf, certains tracts pour adhérer à Génération-s université-s trouvent preneur, d'autre pas.

lesinrocks.com

## V) Facebook, une machine qui "déchire le tissu social" ?

**De plus en plus d'ex-collaborateurs de Facebook dénoncent son impact sanitaire et social sur ses 2 milliards**

## d'utilisateurs. Simple stratégie ou réelle volonté de changer ? La direction a réagi mardi dans une déclaration rare.



© Getty Images North America, AFP | Mark Zuckerberg, cofondateur et PDG de Facebook.

Texte par Anne-Diandra LOUARN

C'est une prise de parole inhabituelle pour Mark Zuckerberg. Après les déclarations de Chamath Palihapitiya, Sean Parker ou encore Roger McNamee, vent debout contre les méfaits sociopsychologiques de Facebook, le jeune PDG et la direction du groupe se sont départis de leur discrétion légendaire, pour répondre à leurs détracteurs, mardi 12 décembre.

"Chamath n'est plus chez Facebook depuis plus de six ans. (...) En grandissant, nous avons réalisé à quel point nos responsabilités avaient grandi également.

Nous prenons notre rôle très au sérieux et nous travaillons dur pour nous améliorer", justifie Mark Zuckerberg, affirmant que son entreprise avait collaboré avec des experts et des universitaires pour comprendre les effets du réseau social "sur le bien-être".

Dans un communiqué, la firme assure qu'elle "[fait] également des investissements conséquents en ressources humaines, technologies et processus, et – comme Mark Zuckerberg l'a dit dernièrement –, nous sommes prêts à réduire notre rentabilité pour être sûrs que les bons investissements seront faits".

Chamath Palihapitiya, Sean Parker, Roger McNamee... Ces noms ne vous disent certainement rien, ces personnalités étant moins médiatisées, elles sont néanmoins des figures éminentes de la firme au pouce levé.

Le premier a été vice-président en charge de la croissance des audiences de Facebook, le second, son PDG, et le troisième, l'un de ses primo-investisseurs au début des années 2000. Ces derniers mois, tous les trois se sont inquiétés publiquement de l'emprise de Facebook sur la société.

Roger McNamee a ouvert le bal en août dernier en déclarant, dans une tribune publiée par le quotidien USA Today, que Facebook et Google représentaient "des menaces à la santé publique et à la démocratie".

Il enfonce le clou quelques jours plus tard dans The Guardian, en arguant que les deux compagnies ont recours à "des techniques de persuasion développées par les propagandistes et par l'industrie du jeu". Combinées aux nouvelles technologies, ces méthodes visent, selon lui, à maximiser les profits et renforcer les comportements addictifs.

**Facebook "détruit la façon dont la société fonctionne"**

Puis il y a un mois, le sulfureux Sean Parker assène à son tour un véritable coup de massue en résumant le mandat de Facebook à "l'exploitation de la vulnérabilité de l'humain et sa psychologie". Et de confier sans retenue : "Dieu seul sait quel impact [Facebook] peut avoir sur les cerveaux de nos enfants".

Pour l'heure, Facebook, fidèle à sa stratégie usuelle de communication, avait préféré la discrétion, laissant ses (nombreux) détracteurs déblatérer. Jusqu'à la sortie de trop : celle de Chamath Palihapitiya le 13 novembre, lors d'une intervention filmée à la Stanford Graduate school of business. "Les boucles de réaction à court terme, dopaminergiques, que nous avons créées [notamment avec le bouton 'j'aime'] sont en train de détruire la façon dont la société fonctionne", a-t-il lâché, avouant qu'il ressentait une "énorme culpabilité" d'avoir contribué à la création d'une machine qui "déchire le tissu social" plutôt que de le fédérer.

Chamath Palihapitiya, qui a quitté l'entreprise en 2011, est même allé jusqu'à encourager les internautes à abandonner Facebook, lui-même ayant renoncé aux réseaux sociaux car il refuse, dit-il, d'être "programmé" et souhaite conserver son "indépendance intellectuelle".

<https://youtu.be/PMotykw0SIk>

### Les mots de Zuckerberg pour humaniser Facebook

Censures de comptes abusives, fake news, bulles de filtres ou encore harcèlement et "revenge porn" : pour chaque attaque, Facebook a toujours eu l'habitude de répondre "en se réfugiant derrière ses règles d'utilisation ou en se reposant sur les utilisateurs qui sont invités à signaler des contenus inappropriés", souligne Élodie Carcolse, chef de rubrique binumérique pour le Journal Du Geek. "Mais cette fois-ci, il s'agit d'attaques philosophiques et sociétales qui concernent les générations futures. C'est un sujet qui inquiète et qui est très porteur. Mark Zuckerberg, qui prétend à la philanthropie, est tenu de défendre son projet et l'avenir. Il veut dire que Facebook ne se résume pas à ses algorithmes", explique-t-elle.

Les mots du jeune PDG sont également là pour apaiser les esprits, le but étant d'agir avant de devoir subir, poursuit Élodie Carcolse : "La Silicon valley est un univers très libertaire, où l'on prône la liberté d'expression avant tout. La dernière chose dont on a envie, c'est de voir débarquer de nouvelles réglementations. Il faut donc sortir du bois avant de se voir imposer quoi que ce soit par les autorités". Ainsi, Facebook prend régulièrement des mesures pour prouver sa bonne foi, comme la mise en place d'un comité de validation des contenus soupçonnés d'être des fake news et les investissements dans des fondations contre le harcèlement. Depuis deux semaines, la firme teste même une méthode plutôt cocasse de lutte contre le "revenge porn", proposant aux utilisateurs d'envoyer eux-mêmes leurs sextos et autres sextapes afin d'y apposer une empreinte numérique leur empêchant d'être diffusés partout sur le Web.

Dans un souci affiché de "transparence", Facebook a aussi annoncé aussi qu'il compte déclarer certains de ses revenus publicitaires dans les pays où il les gagne et non plus en Irlande, au taux d'imposition plus avantageux. "Apple s'est déjà fait attraper sur cette question. Avec les différents scandales de fuites comme les 'Paradise papers', on voit bien que Facebook cherche là

encore à anticiper, car c'est un sujet chaud. L'idée est de donner du gage et calmer les instances européennes", note Élodie Carcolse.

### Facebook "prisonnier de son modèle économique"

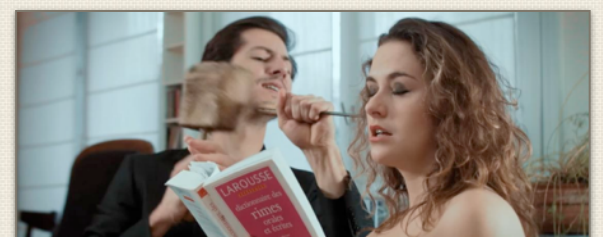
Mais au-delà des considérations purement stratégiques, Emmanuel Parody, directeur des rédactions de Mind Media, dégage un problème plus profond. "Les équipes de Facebook ont créé un monstre. Je pense que Mark Zuckerberg est assez sincère dans le sens où il découvre un niveau de responsabilité qu'il n'avait pas anticipé", commente-t-il. "On est en présence d'un milieu de développeurs, leur souci premier, c'est la machine. Puis un jour, ils s'aperçoivent que ladite machine a un impact social."

Le problème central, selon Emmanuel Parody, est que Facebook est "prisonnier de son modèle économique, qui est celui d'une plateforme", ce qui limite sa marge de manœuvre, malgré les bonnes volontés philosophico-sociologiques affichées par Mark Zuckerberg. "Il est impossible que Facebook devienne responsable des contenus, ou son modèle s'effondrerait en 48 h. En cas d'attaque, leur seule réponse c'est : "On va améliorer l'algorithme", car ils ne peuvent rien faire d'autre. Leur job, c'est de vendre de la pub, pas du contenu éditorial", explique-t-il, estimant que finalement Facebook maintient religieusement sa ligne conductrice, celle de la quête impossible de l'algorithme parfait mêlant humanité et neutralité. "Ils peuvent annoncer toutes les mesures qu'ils veulent, on sait que l'algorithme changera encore tous les six mois. Ils le font déjà depuis deux ans, sans que l'on puisse y faire quoique ce soit", conclut-il.

france24.com

## VI) Quand les étrangers prennent nos expressions françaises "au pied de la lettre" (VIDEO)

"Poser un lapin", "jeter un œil", "une nuit blanche"... Autant d'expressions qui paraissent normales à nos yeux mais, prises au premier degré, peuvent résonner de manière étrange. Par exemple pour un jeune Brésilien comme dans une vidéo réalisée et diffusée récemment par les YouTubeurs Mat&Swann.



Lors d'une soirée dans un bar avec ses nouveaux amis, un jeune Brésilien se retrouve confronté aux métaphores, allégories, et autres expressions farfelues de la langue française.

"Avoir des fourmis dans les jambes", "une nuit blanche"... Les YouTubeurs Mat&Swann ont décidé de tourner en ridicule quelques expressions de la langue française qui, prises au premier degré, peuvent devenir rapidement étranges... Dans leur vidéo intitulée Comment les étrangers voient les Français?, Swann Périsse et Matthieu Corno ont sélectionné les expressions les plus amusantes, qu'ils ont mises en scène avec humour.

Lors d'une soirée dans un bar avec ses nouveaux amis, un jeune Brésilien fraîchement débarqué en France, a bien du mal à suivre la conversation. Il se retrouve confronté aux métaphores, allégories, et autres expressions imagées, pour ne pas dire farfelues, de la langue française.

Projeté dans son imaginaire, le Brésilien imagine les scènes racontées par ses compagnons de table, mais elles prennent une toute autre tournure dans sa tête. Alors que ses acolytes racontent leur dernier rendez-vous raté, en employant des phrases anodines pour nous, comme "se prendre un râteau", ou encore "rouler une pelle", le jeune homme se met à imaginer des scènes qui prennent une toute autre tournure.

Une des filles raconte sa "pendaison" de crémaillère, tous les invités sont là mais elle a "la tête dans le cul", et certains lui "cassent les oreilles". Lorsque ses camarades emploient l'expression "jeter un œil au menu", le héros le prend au sens littéral, et la scène devient presque une séquence macabre.

Le Brésilien prend la parole et lance d'un ton amusé, "c'est rigolo, le français est un langage très imagé", "bah non", répond l'une de ses amis. Une succession d'images apparaissent ensuite, "l'avoir sur le bout de la langue", "tailler une pipe", "jurer sur la vie de ma mère", toutes plus drôles les unes que les autres.

(Voir ci-dessous la vidéo de Swann Périsse et Matthieu Corno, mettant en scène les expressions de la langue française, vues par un Brésilien)

[https://youtu.be/TjsG8sH\\_9Xs](https://youtu.be/TjsG8sH_9Xs)

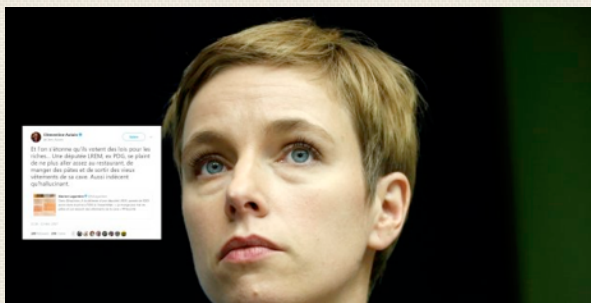
Auteur : La rédaction de FranceSoir.fr



## VII) Clémentine Autain dénonce "l'indécence" d'une députée LREM qui serait contrainte de "manger des pâtes"

"Et l'on s'étonne qu'ils votent des lois pour les riches".

Romain Hereros Journaliste politique au HuffPost.



AFP  
Clémentine Autain dénonce "l'indécence" d'une députée LREM qui serait contrainte de "manger des pâtes"

Ce sont quelques petits mots lâchés en off qui ont déclenché une vague d'indignation sur Twitter ce mercredi 13 décembre. À l'occasion d'un article consacré à l'argent des députés, le quotidien L'Opinion rapporte les propos d'une élue LREM qui a préféré rester anonyme.

Issue de la société civile et venant du privé, la nouvelle élue a vu sa rémunération considérablement diminuer depuis son entrée au Palais Bourbon, passant de 8000 euros à 5372 euros nets par mois. Ce qui, dit-elle, affecte son train de vie. "Je vais moins souvent au restaurant, je mange pas mal de pâtes, j'ai ressorti des vêtements de la cave et je vais devoir déménager", se plaint la députée. Qui s'inquiète: "pour certains, la question de tenir jusqu'au bout va se poser".

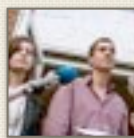
### "Aussi indécent qu'hallucinant"

Des propos qui ont de quoi interpellé, alors que le salaire médian avoisine les 1800 euros en France et que l'enveloppe de plus de 5000 euros par mois d'indemnités de frais de mandat permet a priori aux députés d'aller au restaurant sans trop de problèmes.

Côté politique, la députée insoumise Clémentine Autain a fustigé l'auteur de ces propos. "Et l'on s'étonne qu'ils votent des lois pour les riches... Une députée LREM, ex PDG, se plaint de ne plus aller assez au restaurant, de manger des pâtes et de sortir des vieux vêtements de sa cave. Aussi indécent qu'hallucinant", a tweeté l'élue de Seine-Saint-Denis. "Qu'on les mette au Smic désindexé pour voir!", a renchéri François Ruffin, en référence à la polémique sur la revalorisation du salaire minimum.



Clémentine Autain @Clem\_Autain  
Et l'on s'étonne qu'ils votent des lois pour les riches... Une députée LREM, ex PDG, se plaint de ne plus aller assez au restaurant, de manger des pâtes et de sortir des vieux vêtements de sa cave. Aussi indécent qu'hallucinant. <https://twitter.com/MLagar>



François Ruffin @Francois\_Ruffin  
"Des députés se plaignent d'avoir dû réduire leur train de vie depuis leur élection." Qu'on les mette au #Smic désindexé pour voir ! <http://www.bfmtv.com/politique/avec-5000-euros-par-mois-une-deputee-lrem-se-plaint-de-manger-pas->



LAPRESSEENREVUE.EU

## VIII) La droite éparpillée : où en sont les cadors aujourd'hui

L'arrivée de Laurent Wauquiez à la tête des Républicains ne masque pas l'éclatement de la droite française. On fait le point sur les situations très diverses des principales figures de cette famille politique.



Laurent Wauquiez, Xavier Bertrand, Valérie Pécresse, François Baroin et Christian Estrosi. (Reuters)

Les Républicains ont beau avoir élu un nouveau patron, en la personne de Laurent Wauquiez, ils doivent encore colmater les brèches. Quand ce n'est pas de simplement constater leurs fractures : au lendemain de l'élection, Xavier Bertrand a ainsi acté lundi son départ du parti. Une nouvelle étape de la décomposition de la droite, divisée entre ceux qui rejettent en bloc le projet gouvernemental et les autres qui refusent de ne pas choisir entre Emmanuel Macron et le FN. Il y a bien sûr les élus déjà partis à En marche!, comme les ministres Bruno Le Maire et Gérard Darmanin - sans compter Edouard Philippe, aujourd'hui sans étiquette. Il y a aussi ceux qui, sans participer pleinement à la majorité, se disent "constructifs", comme le député Franck Riester et l'ex-ministre Frédéric Lefebvre, qui ont lancé le parti Agir. Et puis il y a tous les autres, ceux restés à LR ou en rupture de ban.

Derrière ces choix se dessinent aussi les stratégies des principales figures de la droite pour reprendre le leadership de leur famille politique, avec bien sûr en point de mire la présidentielle de 2022. Le JDD fait le point sur la situation d'une douzaine de personnalités emblématiques de cette partie de l'échiquier politique.

### Laurent Wauquiez à la manoeuvre



Laurent Wauquiez (Reuters)

A 42 ans, il est le nouvel homme fort des Républicains tout en conservant son bastion électoral acquis en 2015, la région Auvergne-Rhône-Alpes. Loin de faire consensus, Laurent Wauquiez lorgne sans vraiment se cacher sur la prochaine présidentielle et devra notamment trancher la question de l'organisation d'une primaire. Mais il va d'abord s'atteler à la réorganisation de sa famille politique en promouvant une jeune garde d'élus peu connue du grand public. "Je veux une famille politique qui soit portes et fenêtres ouvertes", a-t-il aussi

déclaré lundi soir sur TF1. A l'heure du départ de quelques élus, il devra quand même veiller à ne pas laisser les portes trop grandes ouvertes...

### Xavier Bertrand tente l'aventure solo



Xavier Bertrand  
(Reuters)

Partisan du "front républicain", le président de la région Hauts-de-France a créé la surprise lundi soir en annonçant son départ des Républicains sur France 2, au moment où Laurent Wauquiez était l'invité de la première chaîne. L'ex-ministre de Nicolas Sarkozy fait le pari de dépasser les partis politiques, bien qu'il compte s'appuyer sur son propre club, la Manufacture. Cela lui permet de ne pas se sentir lié à la ligne de Laurent Wauquiez. Mais ce choix comprend des risques puisque l'élu désormais "divers droite" va devoir s'imposer seul dans le paysage politique, notamment dans la perspective de 2022. Et compter sur son propre nom plutôt que sur une investiture, s'il ambitionne d'être réélu dans sa région.

### Valérie Pécresse se positionne



Valérie Pécresse  
(Reuters)

La présidente de la région Ile-de-France fait pour l'heure le choix de rester au parti. Elle a lancé en septembre son propre mouvement, Libres!, qui pourrait le cas échéant servir d'écurie présidentielle, mais cela reste dans le cadre des Républicains. Valérie Pécresse entend incarner une alternative entre "Emmanuel Macron et Patrick Buisson", l'ex-conseiller de Nicolas Sarkozy dont a été proche Laurent Wauquiez. L'élue, qui avait soutenu Alain Juppé lors de la primaire de la droite, a déjà commencé son duel à distance avec Laurent Wauquiez. En jugeant sa ligne trop identitaire et anti-UE et en faisant de la tenue d'une primaire une condition non-négociable.

### François Baroin attend

Chef de file LR lors des dernières législatives, le chiraquien, à qui Nicolas Sarkozy puis François Fillon avaient promis Matignon en 2017, observe une période de retrait de la vie politique pour se consacrer uniquement à l'Association des maires de France. Cela lui permet de porter "la voix des territoires" face à Emmanuel Macron sans s'user dans les jeux partisans. Mais François Baroin s'est ménagé un possible retour, en assurant qu'il s'engagerait contre son parti s'il le jugeait trop

proche du FN...

### Gérard Larcher veille

Le patron du Sénat, et donc troisième personnage de l'Etat, incarne une forme de voix de la sagesse au sein de son camp. L'ancien filloniste, qui avait peiné à cacher sa réserve après les affaires qui ont plombé le candidat à la présidentielle, est resté en retrait dans l'élection de Laurent Wauquiez. Mais il fait le choix du parti et prône le rassemblement du centre et de la droite dans sa diversité, en voulant s'inspirer sur la majorité sénatoriale.

### Christian Estrosi se recentre



Christian Estrosi  
(Reuters)

Bienveillant vis-à-vis de la majorité macroniste, le maire de Nice a également lancé en octobre son propre mouvement, "la France audacieuse", censé fédérer les élus locaux et qui rassemble une vingtaine de maires de droite et du centre. Comme Xavier Bertrand, Christian Estrosi a opté depuis les régionales pour un discours sans concession vis-à-vis de l'extrême droite, qu'ils affrontent chacun dans leur territoire.

### Eric Ciotti se rend incontournable

Rival de Christian Estrosi en Paca, Eric Ciotti fait aujourd'hui figure de poids lourd du camp Wauquiez. L'ex-sarkozyste pourrait espérer un poste clé dans la nouvelle équipe dirigeante. Et rester aux yeux de l'opinion comme le "monsieur sécurité" de la droite.

### Bruno Retailleau est loyal

L'ex-patron de la région Pays-de-La-Loire a repris la tête de Force républicaine, le club de François Fillon dont il était l'un des plus proches. Le chef des sénateurs LR soutient Laurent Wauquiez et réclame lui aussi une droite qui assume ses "valeurs".

### Jean-François Copé s'abstient

Discret depuis son score infime à la primaire de la droite, l'ancien patron de l'UMP s'est surtout fait remarquer récemment pour son sketch lors de la remise des prix de l'humour politique. Dimanche sur BFMTV, celui qui se montre bienveillant à l'égard d'Emmanuel Macron déclarait ne pas avoir voté car les "jeux étaient faits" et se déclarait désormais en dehors du jeu partisan.

### Jean-Pierre Raffarin observe



Jean-Pierre Raffarin  
(Reuters)

L'ancien Premier ministre, soutien d'Alain Juppé l'an dernier, se pose ouvertement la question de rester dans son parti. Lundi, il a placé Laurent Wauquiez sous "observation vigilante" pour un an avant de décider ce qui serait le mieux à ses yeux : rester une droite unie, mais hétérogène, ou bien acter le retour à deux partis, l'un de centre-droit type UDF l'autre d'une droite plus souverainiste comme le RPR en son temps.

### Bernard Accoyer s'en va



LCP@LCP @lesRepublicains : "Cette nouvelle page doit s'écrire avec une nouvelle génération. Je ne souhaite pas avoir de responsabilités opérationnelles. Place aux jeunes !", dit @BernardAccoyer #PolMat

L'ancien président de l'Assemblée va se débarrasser d'un fardeau : c'est lui qui, en tant que secrétaire général, coordonnait le parti depuis la primaire de 2016. Et qui a donc assisté en première ligne à l'éclatement de sa famille politique. Lui-même était à la manœuvre dans l'exclusion des "constructifs". A 72 ans, ce filloniste n'a plus de mandat national.

### Nathalie Kosciusko-Morizet est muette

Totalement invisible depuis sa défaite aux législatives, NKM ne compte pas revenir tout de suite en politique. Et l'élection de son rival Laurent Wauquiez ne semble pas de nature à la brusquer. Mais l'ancienne candidate de LR à Paris, qui accueillait plutôt favorablement "la main tendue" d'Emmanuel Macron à la droite, est parfois citée dans la presse pour revenir par la grande porte aux européennes de 2019...

### Le trio Sarkozy-Juppé-Fillon jamais très loin



Alain Juppé, Nicolas Sarkozy et François Fillon  
(Reuters)

Les trois se sont retirés depuis leur défaite respective dans la course présidentielle. Mais leurs ombres continueront de planer sur leur famille politique, puisque chacune de leur expression restera écoutée des adhérents et sympathisants. Alain Juppé a acté la victoire de Laurent Wauquiez mais ne cache pas ses divergences avec ce dernier : le sort des juppéistes dans le parti est d'ailleurs une question qui se pose aujourd'hui. Nicolas Sarkozy et François Fillon, que Laurent Wauquiez avait tour à tour soutenu, se sont affichés en retour avec lui dans les derniers jours de campagne. Mais se gardent pour l'heure de tout commentaire.

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)